

OCTOBRE 2013

Pages 2-6

ACTUALITÉS DU MONDE

Afrique : Djibouti
Amérique latine : Cuba
Asie : Chine
Europe : Allemagne
Méditerranée : Tunisie

Pages 7-8

FOCUS

Désarmement

Pages 9-10

POUR UNE AUTRE EUROPE

Éléments d'évaluation
de la situation politique

Le billet de Gérard Streiff

Les affaires, c'est compliqué

Pages 11-12

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 13-15

REGARD sur

migrations en Europe

NOUS AVONS CHOISI DE NE PAS ÊTRE SPECTATEURS

Pourquoi les peuples d'Europe n'auraient-ils le choix qu'entre une Union européenne qui organise la désagrégation du « modèle social européen » et le repli national qui n'est pas forcément un remède contre l'austérité ? Les prochaines échéances électorales au niveau de l'Union européenne en mai prochain risquent de voir s'amplifier deux phénomènes : l'augmentation massive de l'abstention, y compris dans des pays historiquement « europhiles », et la montée de l'extrême droite populiste qui rêve d'un retour aux frontières nationales en se gardant bien de dévoiler les conséquences économiques et sociales d'un tel retrait. Les peuples auraient-ils un meilleur sort, avec les mêmes gouvernements et les mêmes majorités qu'aujourd'hui en Europe, s'ils sortaient de l'euro ou même de l'Union ? Le débat n'est pas celui-ci, il est celui des politiques menées, tant au plan national qu'euro-péen, par les gouvernements et la commission actuellement en place. L'austérité à tous les étages, le contrôle *a priori* des budgets, la troïka sont des politiques mortifères qui tendent à décourager les peuples dans leur volonté de changement.

Les propositions du PCF, et plus largement du Front de gauche et au plan européen du Parti de la gauche européenne, font un tout autre pari, celui d'une Union européenne déga-gée de la gangue austéritaire. Pour sa part, le PCF tiendra samedi 16 novembre, en son siège parisien, une Convention nationale sur son projet européen (texte en discussion : <http://www.pcf.fr/43018>), avec l'objectif de proposer une refondation de l'Union euro-péenne. Pour une Union qui vise non seulement à maintenir mais à développer l'emploi, les services publics, l'harmonisation sociale et fiscale, à réorienter l'économie vers une transition écologique et à changer les statuts de la Banque centrale européenne ; et sur-tout pour une Union réellement démocratique qui associe les peuples et les assemblées en amont des décisions européennes. Ce ne sont là que quelques unes des pistes qui seront développées également dans les prochains mois par toutes les forces progressistes en Europe, qu'elles soient ou non membres du PGE, voire du groupe GUE/NGL, au sein du Parlement européen.

Le faux duel, plutôt le vrai duo, auquel se livrent les socialistes et la droite européenne risque de perdurer si les forces de gauche de transformation sociale ne progressent pas suffisamment. Les mouvements sociaux et les organisations syndicales bougent sur leur vision de l'Union. Ils se mobilisent en Grèce, en Espagne, au Portugal. Notre but est que ces mobilisations se retrouvent aussi dans les urnes. Nous devons être les amplificateurs de ces mouvements de résistance. Qui d'autre qu'Alexis Tsipras pouvait symboliser notre combat commun ? Lui, qui avec Syriza, construit quotidiennement une réponse progres-siste à l'enfer que la Troïka et le gouvernement grec font vivre à leur propre peuple. La Grèce est en première ligne.

Nous sommes avec ceux qui, en Grèce, ont décidé de ne pas subir.

Gilles Garnier
responsable Europe



- Convention nationale Europe du PCF samedi 16 novembre
- Congrès du PC Do Brasil du 13 au 15 novembre à São Paolo
- Audition au siège du PCF *Analyses actuelles du contentieux sur l'occupation de l'île comorienne de Mayotte* proposé par le Collectif de l'intégrité des Comores, des représentants du réseau Sortir du Colonialisme, le collectif Afrique du PCF, le 20 novembre à 19h



AFRIQUE

DJIBOUTI

écouter le peuple pour sortir de l'impasse

La situation politique à Djibouti est dans une impasse, le pays est en crise et en conflit larvé dans le nord et le sud-ouest. La région s'en trouve menacée. Élection après élection, le président djiboutien Ismaël Omar Guelleh a mesuré son isolement et l'hostilité populaire à son endroit. Par deux fois, il a survécu grâce aux fraudes massives, ce qui avait eu comme conséquence le boycott des élections par l'opposition durant 10 ans.

Mais les temps changent. Une coalition électorale nommée l'*Union pour le salut national* (USN) s'est formée à la veille des élections législatives de février 2013, sous la pression populaire, mais aussi par la volonté de ses composantes. Le *Front pour la restauration de l'unité et la démocratie* (FRUD) a contribué aussi à cette unité. Cette opposition a été elle-même surprise par l'ampleur du mécontentement. Ce fut une « Bérézina » pour les partisans de Guelleh, à tel point que le pouvoir s'est refusé à publier les résultats généraux par bureau de vote comme le demandent officiellement l'Union européenne, la France et les États-Unis. Le truquage a été réalisé au vu et au su de tout le monde, il faut être des observateurs de la Ligue arabe et de l'Union africaine, pour ne pas avoir vu ces fraudes.

L'*Union pour le salut national* a établi son propre parlement, dénommé Assemblée nationale légitime (ANL), estimant qu'elle a gagné 53 sièges sur 65 députés, ce qui est une décision somme toute symbolique. Suite aux recommandations de l'Union européenne et aux pressions discrètes des États-Unis et de la France, un dialogue s'est amorcé entre le pouvoir et la coalition USN, en août 2013.

La défiance est quasi générale sur le territoire à l'égard du pouvoir, y compris parmi ses soutiens traditionnels et des manifestations pacifiques se poursuivent. L'USN tient bon, même si la seule et unique réponse est une répression ininterrompue et féroce (exécution extrajudiciaires, arrestations et tortures, emprisonnements des dirigeants et simples militants politiques, pressions sur les enfants des militants).

L'accord préliminaire entre les deux parties a été interrompu le 21 septembre, le président de la République refusant de libérer les prisonniers politiques comme il s'y était engagé.

Du point de vue du FRUD, même si les élections législatives ont mis à nu le roitelet, la preuve est faite

qu'il est irréaliste de vouloir déloger le dictateur de Djibouti uniquement par les voies des urnes. S'entêter dans cette voie, comme semblent s'y atteler quelques dirigeants au demeurant minoritaires au sein de l'USN, c'est se condamner à l'impuissance et favoriser le chaos ambiant.

C'est pourquoi nous participons à notre manière à la mobilisation des campagnes contre le régime de Djibouti. Nous avons mené des actions militaires exerçant une pression sur le pouvoir de Guelleh, ce qui a obtenu le soutien de la majorité des dirigeants et des militants de l'USN, empêchés de manifester pacifiquement. Ces actions n'ont pas manqué d'inquiéter l'Éthiopie qui a mis à l'ordre du jour de la commission mixte de défense éthio-djiboutienne, du 23 au 26 septembre, la question de la sécurité à Djibouti et en particulier à la frontière éthiopienne.

Mais surtout nous sommes conscients qu'il est urgent de favoriser une convergence entre l'USN, le FRUD et les différents secteurs de la diaspora pour sortir de l'impasse. Nous y travaillons.

Jusqu'à présent, les bases étrangères n'ont favorisé que l'autoritarisme du régime de Djibouti. Ceux qui ont la mémoire longue se rappellent de l'interposition de l'armée française en février 1992 qui a sauvé de la dérouté militaire le régime de Djibouti face au FRUD.

Les retombées financières des bases militaires française, américaine et niponne ne profitent qu'au cercle très proche du président. Alors que la situation des populations rurales reste dramatique : elles vivent une quasi-famine. Les régions d'Obock et de Yoboki sont les plus touchées.

La coopération entre la France et Djibouti n'a pas empêché les incursions des militaires éthiopiens sur le territoire de Djibouti, qui ont procédé à l'arrestation des citoyens djiboutiens, soupçonnés de soutenir le FRUD.

La France doit sortir de sa tolérance traditionnelle, pour ne pas dire de sa complicité déconcertante, vis-à-vis des régimes africains dictatoriaux porteurs de gros risques. C'est le cas pour Djibouti, y compris pour l'ensemble de la région. Il faudra bien un jour respecter la volonté des peuples !

Mohamed Kadamy
dirigeant du FRUD



CUBA

une politique anachronique et cruelle

Il y a un demi-siècle déjà que le gouvernement des États-Unis impose un terrible blocus à la révolution cubaine. Décidé en pleine guerre froide par John F. Kennedy avec le but de faire tomber le gouvernement de Fidel Castro qui avait osé nationaliser en 1960 les propriétés étasuniennes – hôtels, compagnies aériennes, les centres sucriers, la compagnie Texaco –, cet acte de guerre apparaît comme quelque chose d'anachronique et injuste.

En 1961, les États-Unis rompent leurs relations avec Cuba et soutiennent la tentative d'invasion de l'île par des groupes contre-révolutionnaires. Le sous-secrétaire d'État Lester Mallory donne le ton dans un mémorandum d'avril 1960 qui reconnaît le soutien populaire à la révolution et propose comme seul moyen pour le faire tomber de « provoquer la déception et le découragement par l'insatisfaction économique et la pénurie ». Il propose d'utiliser « tous les moyens possibles pour affaiblir la vie économique en ôtant à Cuba argent et approvisionnements afin de réduire les salaires (et) provoquer la famine, le désespoir et le renversement du gouvernement ».

En 1962, Washington obtient de la part de la quasi-totalité des gouvernements latino-américains inféodés à Washington le vote de deux résolutions à l'Organisation des États américains (OEA), l'une qui déclare l'incompatibilité du marxisme-léninisme avec le système panaméricain, instrument de la Doctrine Monroe, et l'autre qui exclue le gouvernement révolutionnaire cubain de l'OEA. Depuis, ce blocus, appelé pudiquement « embargo », va être renforcé par des lois successives, les plus récentes étant la Loi Torrecelli qui introduit l'application extra territoriale du blocus et interdit aux filiales des entreprises étasuniennes implantées dans des pays tiers toute relation avec l'île ; et en 1996, la loi Helms-Burton qui internationalise le blocus en sanctionnant les entreprises du monde qui « trafiquent » avec Cuba et limite les prérogatives des présidents américains lesquels ne peuvent plus modifier ou lever le blocus sans l'accord du Congrès. Tous ces obstacles posés par l'impérialisme étasunien n'ont pas réussi, jusqu'ici, à faire plier le peuple cubain qui reste debout face à la première puissance mondiale. Une telle politique, une guerre non déclarée, qui a montré que son inefficacité, suscite aujourd'hui le rejet de la majorité des pays.

Comme chaque année depuis 22 ans, le 29 octobre dernier, le gouvernement cubain a soumis au vote de l'Assemblée générale de l'ONU une résolution qui demande la condamnation du blocus. Une nouvelle fois Cuba a obtenu un vote massif des représentants des nations du monde : 188 pays ont voté en faveur de cette résolution. Les États-Unis et Israël ont été encore les seuls à voter contre, deux pays bien connus pour leur manque de respect du multilatéra-

lisme et leur attachement au recours à la force.

Bruno Rodriguez, ministre des Relations extérieures de Cuba, dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, a souligné « l'inertie d'une vieille politique, obsolète propre à la confrontation bipolaire, malade et inacceptable du point de vue de l'éthique ». En effet, l'agression que Cuba subit depuis un demi-siècle est la continuation d'une politique pensée lors de la guerre froide, or, le monde a changé depuis : l'affrontement Est-Ouest est loin derrière et le continent américain n'est plus l'arrière cour des États-Unis. L'ensemble des pays latino-américains, et pas seulement ceux gouvernés par les forces progressistes, entretiennent des relations de coopération avec Cuba et lui ont accordé la place qui est la sienne en lui confiant la présidence de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes.

Le blocus exercé contre Cuba, violation flagrante des droits de l'Homme, a un coût difficile à supporter pour n'importe quel pays : 1157 milliards de dollars. Rien que du point de vue du manque à gagner pour le commerce extérieur : il était de 2,4 milliards en avril 2013 et représente 78% des revenus de l'île. Le blocus non seulement renchérit le coût du transport de ses exportations et importations, mais il empêche aussi Cuba d'avoir accès au crédit et aux financements dans des conditions normales pour n'importe quel État. Le pire est sans doute le coût humain : impossibilité d'avoir accès aux progrès techniques et scientifiques qui permettraient au système de santé cubain de soigner certains maladies avec moins de souffrances pour les malades. Et Cuba se voit du même coup refuser d'apporter ses progrès bien connus en matière de pharmaceutique et génie génétique.

Politique anachronique et criminelle, le blocus contre Cuba montre avant tout l'hypocrisie d'une puissance qui n'a jamais pardonné la gifle qu'un petit pays lui a infligé en faisant le choix de l'indépendance au même temps que le choix du socialisme. Washington n'a pas non plus renoncé à faire de Cuba un exemple des peuples qu'on punit en les saignant, à défaut de pouvoir faire partout comme au Chili d'Allende.

En Europe, les forces progressistes peuvent contribuer à mettre fin avec cette situation en exigeant l'annulation de la « Position commune » adoptée en 1996 par l'UE, qui conditionne toutes relations de coopération avec l'île à un changement de régime. Cette position est la contribution soumise des États européens à une politique condamnable, ce qui est en pleine contradiction avec le vote européen à l'ONU.



CHINE jeu complexe à Pékin

« La réforme est à présent entrée en eaux profondes et doit naviguer vent de face », lançait Li Keqiang au printemps lors de sa nomination au poste de Premier ministre. À quelques jours de la réunion plénière (plenum) du Parti communiste qui s'est tenue du 9 au 12 novembre à Pékin, Yu Zhengsheng, membre du comité permanent du bureau politique, évoquait des mesures « d'une profondeur et d'une force sans précédent ». Le président Xi Jinping, à la tête du pays depuis un an, avait averti : « La Chine est en train de transformer son mode développement et de réajuster sa structure économique ». Et de comparer ce conclave à celui de décembre 1978 piloté par Deng Xiaoping où furent décidées les « quatre modernisations » et l'ouverture économique du pays.

Pourtant aucune décision spectaculaire n'a réellement été annoncée et c'est plutôt une feuille de route résultant de compromis et visant « à obtenir des résultats décisifs dans les secteurs clé d'ici 2020 » qui a été adoptée sans bouleverser les grandes orientations du plan quinquennal de 2011 marqué par le basculement vers une croissance plus modeste (entre 7% et 8%) mais qualitative et tirée par la demande intérieure et l'innovation. Des ambitions d'une croissance plus sociale et d'un développement mieux partagé fragilisées par les coups de boutoir des partisans d'une libéralisation de l'économie chinoise capables de faire croire que la modernisation du système économique et productif est liée à un désengagement de l'État dans le champ économique et financier et au laisser faire des forces du marché. Ils n'ont pas caché leur déception à l'issue du plenum estimant qu'aucune mesure « décisive » n'a été prise sur l'essentiel.

Le document final réaffirme les grands principes d'une construction du « socialisme à la chinoise » dans lequel le développement reste la clé de voute pour bénéficier à l'ensemble du pays. Il expose des mesures sociales pour remédier aux inégalités de plus en plus criantes : plusieurs formes d'aides seront mises en place au fil des prochaines années (assurance chômage, santé et vieillesse). Si le document final promet d'accorder un rôle croissant au marché et de renforcer le secteur privé, il y est dit que les autorités « maintiendront la prépondérance des secteurs économiques d'État et les laisseront jouer le rôle moteur », et que le privé et le public sont « tous deux des composantes importantes de l'économie socialiste de marché ».

Le projet de restructuration des entreprises publiques, celles-ci étant depuis plusieurs mois dans la ligne de mire des forces de droite leur reprochant d'être les principales bénéficiaires d'investissements fournis par les banques nationales, faussant ainsi le jeu de la concurrence avec le privé, semble bien avoir été retoqué.

Le *China Daily* (journal officiel en langue anglaise), qui annonçait en première page lundi dernier que les investisseurs privés pourraient acheter jusqu'à 15% des sociétés d'État, s'est vu recadrer le lendemain par l'agence officielle *Chine Nouvelle*. Le communiqué à l'issue du plenum n'en fait même pas mention. Il en est de même de la réforme foncière réclamée par les entrepreneurs privés qui mettrait un terme à la propriété collective de la terre et à la petite production agricole familiale, laquelle a su assurer la sécurité alimentaire de la Chine, au profit de vastes exploitations privées. Liée à la réforme de la propriété de la terre, celle concernant le permis de résidence (le hukou) de chaque citoyen chinois n'est pas évoquée dans le document final.

La prudence a été aussi de mise concernant la convertibilité du yuan et la libéralisation du système financier. À l'heure actuelle, le gouvernement teste cette voie d'une libéralisation accrue. Le récent lancement des opérations de la zone franche de Shanghai est particulièrement significatif : les sociétés étrangères pourront y profiter du traitement réservé ailleurs aux nationaux. La convertibilité du yuan pour les transactions financières y sera mise à l'essai durant trois ans. Au sein du Comité central, tous n'y sont pas favorables. Des représentants des grandes banques d'État ont exprimé leurs craintes auprès des deux commissions de régulation boursière et bancaire. D'autres voix rappellent qu'en conservant dans le giron de l'État des secteurs clés de l'économie, la Chine avait résisté aux tremblements financiers qui ont touché l'ensemble de la planète et conservé sa pleine souveraineté.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de ce plenum ni les conséquences sur la vie d'un milliard quatre cents millions de Chinois. Les décisions se concrétiseront progressivement dans les années à venir et auront à tenir compte des réalités et des exigences sociales et de leur expression publique.



APRES L'ÉLECTION DU BUNDESTAG l'Allemagne condamnée à Merkel ?

Après s'être livrés à une véritable Merkelmania aux lendemains des résultats, les médias ont dû en rabattre quant à la victoire sans conteste de la Chancelière sortante : son prétendu triomphe ne résiste pas à l'analyse des résultats. Certes, la CDU/CSU réalise un score historiquement élevé avec un gain de 7,7%, mais ses alliés libéraux du FDP perdent 9,8% et au total, la coalition sortante ne dispose plus de majorité au Parlement – on a connu des triomphes plus probants... Aujourd'hui, le parti de la Chancelière ne dispose pas de la majorité absolue des sièges alors qu'il existe au Bundestag une majorité contre Merkel, composée des trois partis qui ont mené campagne contre sa politique : le SPD, les Verts et Die Linke.

Avec la disparition du FDP représenté sans discontinuer depuis 1949 au Bundestag, on enregistre une véritable césure dans l'histoire parlementaire allemande : le nouveau Bundestag ne compte plus que quatre forces politiques et les forces conservatrices pourraient être battues si les députés des trois partis qui prétendent vouloir changer le cours de la politique allemande additionnaient leurs voix. Ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui ; au lieu le SPD et les Verts se sont livrés à de longues discussions exploratoires avec la CDU/CSU avant que celle-ci ne propose au SPD une seconde phase de négociation d'un programme de législature, ce que le SPD a accepté dans un premier temps ; mais ni les Verts, ni le SPD ne sont enthousiastes à l'idée de gouverner sous la direction de celle contre laquelle ils ont mené campagne.

Pour donner le change, le SPD pose ses exigences et fera peut-être durer la négociation jusqu'à Noël ; mais il ne remet pas en cause fondamentalement la politique menée par Merkel qui n'a fait que poursuivre ce qui avait été initié par le social-démocrate Schröder et poursuivi par la « grande coalition » qui réunissait déjà CDU et SPD entre 2005 et 2009.

De nombreux électeurs et militants du SPD ont gardé un mauvais souvenir de cette expérience qui s'était soldée par un désastre électoral du SPD ; la direction du parti se trouve dès lors confrontée à une dramatique absence de perspective politique, condamnée à défendre un modèle

qui génère de la prospérité pour les multinationales et les banques et qui met à mal l'État social et les solidarités, une Allemagne championne de l'emploi précaire, des bas salaires et de la réduction des droits sociaux.

En continuant de refuser d'explorer d'autres voies, en refusant toute alliance et pour le moment même toute discussion avec Die Linke, le SPD se condamne et condamne l'Allemagne et aussi l'Union européenne à subir de nouveau la politique de Merkel qui étouffe la croissance et généralise la concurrence entre salariés au profit exclusif des marchés financiers. Il en résulte une situation dangereuse pour la démocratie, susceptible de favoriser l'émergence d'une droite populiste qui a failli faire son entrée au parlement en capitalisant sur les mécontentements.

Pour sa part, Die Linke a réussi à s'implanter durablement dans le paysage politique en devenant même la troisième force politique du Parlement avec 64 députés, 32 issus de l'Est et 32 issus de l'ouest de l'Allemagne ; le même jour, Die Linke a réussi contre tous les pronostics à se maintenir pour la troisième fois consécutive dans un land de l'ouest de l'Allemagne, en Hesse. Il est donc vain d'espérer voir disparaître Die Linke qui a su surmonter ses désaccords internes et redevenir une force de proposition alternative influente comme en témoigne le débat électoral autour de l'introduction du salaire minimum, revendication qu'elle a été la première à porter.

Die Linke ne se résigne pas à la situation actuelle : son groupe parlementaire propose de mettre à profit quelques semaines d'ici à la constitution d'une nouvelle coalition pour que les trois partis majoritaires fassent voter les mesures sur lesquelles ils sont d'accord, en tout premier lieu le salaire minimum interprofessionnel. Ce serait la preuve par l'exemple que des changements sont possibles tout de suite. Mais le SPD et les Verts devraient aussi se rendre à cette évidence qu'aucun changement n'est possible sans participation de Die Linke.

Même les partisans de la « grande coalition » n'en attendent pas grand-chose et redoutent ses effets électoraux ; d'où certaines voix qui se font entendre au sein de la social-démocratie pour qu'au moins on discute avec Die Linke. Ce sera tout l'enjeu de la période à venir, d'abord au niveau des Länder, comme en Hesse où la question est aujourd'hui posée, puis le moment venu, au niveau fédéral. Avec l'affaiblissement des Verts, le SPD ne peut plus espérer qu'une alliance « rouge-verte » telle qu'elle a existé par le passé puisse l'emporter. Jusqu'à quand le SPD se résignera-t-il à la fatalité de devoir servir de marche-pied aux conservateurs ? Désormais premier parti d'opposition au Bundestag, Die Linke travaillera à faire émerger d'autres solutions pour une autre politique et à opérer les rapprochements nécessaires afin de hâter l'heure d'un véritable changement en Allemagne et au sein de l'Union européenne.

LES RÉSULTATS

partis	%	sièges
CDU/CSU	41,5 (+ 7,7)	311 (+ 72)
SPD	25,7 (+ 2,7)	192 (+ 46)
DIE LINKE	8,6 (- 3,3)	64 (- 12)
GRÜNE (VERTS)	8,4 (- 2,3)	63 (- 5)
FDP	4,8 (- 9,8)	0 (- 93)
AfD (Alternative für Deutschland, droite populiste)	4,7 (+ 4,7)	0
autres	6,3 (+ 0,3)	----

630 sièges, majorité absolue : 316



TUNISIE sortir de l'impasse

La Tunisie traverse depuis plusieurs mois une période de fortes tensions politiques et sociales. En jeu, la nécessité de trouver une nouvelle voie par un accord politique entre toutes les forces, afin de sortir de la crise provoquée par le rejet massif de la politique menée depuis 2 ans par le parti islamique Ennahda et ses alliés, aggravée par les meurtres non élucidés de deux dirigeants de l'opposition.

À l'heure où ces lignes sont écrites, si une feuille de route a été établie entre les différentes parties, grâce à la médiation, notamment de l'UGTT, la nomination du futur Premier ministre reste en débat, comme la composition du futur gouvernement. Ce dernier aura en charge la préparation des futures élections législatives et présidentielle. Par ailleurs, l'Assemblée nationale constituante doit élire les membres de la future commission électorale avant d'entamer le processus d'adoption de la Constitution en panne depuis 2 ans.

Comment en est-on arrivé là ? En octobre 2011, se tenaient les premières élections législatives depuis la Révolution, chargées d'élire les membres de l'ANC (Assemblée nationale constituante). Ces élections faisaient suite à la chute du régime le 14 janvier 2011, et au départ précipité du dictateur Ben Ali, réfugié depuis en Arabie saoudite.

Bien qu'absent des mobilisations populaires massives, des jeunes, des salariés qui ont conduit cette révolution citoyenne, le parti islamique Ennahda remporte les élections et une nette majorité de sièges à l'ANC. Ses réseaux militants actifs, l'aide financière du Qatar, l'image d'opposants au régime précédent, lui permettent de rafler la majorité des sièges face à des partis de gauche et progressistes éparpillés, divisés, aux faibles moyens.

Toutefois, l'examen des résultats nuance sérieusement cette impression de « raz-de-marée islamique » repris dans les médias français. En nombre de voix, Ennahda ne représente en effet que 20 % du corps central tunisien, nouvellement établi. Porté par sa « victoire » et bénéficiant de l'alliance de deux partis, Ettakatol et CPR, le nouveau pouvoir s'engage dans une politique d'islamisation rampante de la société, contraire à toutes les luttes démocratiques de ce pays, et aux objectifs de la Révolution tunisienne pour les libertés, des droits nouveaux et la justice sociale.

Au plan économique et social, la politique menée ne fait que poursuivre celle conduite par leur prédécesseur, et les Tunisiens n'en finissent pas de souffrir des effets des politiques libérales nationales et européennes. Les luttes sociales sont condamnées par le nouveau pouvoir et les quelques revendications obtenues l'ont été de haute lutte, non sans répression.

Par ailleurs, les rouages de l'État se voient peu à peu tomber dans les mains des militants et sympathisants d'Ennahda, dont l'incompétence ne tarde pas à apparaître aux yeux des Tunisiens. Les attaques contre des artistes, des journalistes, des intellectuels reprennent de plus belle, des groupes comme les ligues de la protection de la Révolution, proches du pouvoir, apparaissent et s'en prennent à tous ceux qui ne s'alignent pas sur la politique du nouveau régime. Les cibles sont les syndicalistes et les dirigeants de l'opposition de gauche.

On en arrive, avec cette logique de violences, à l'assassinat de Chokri Belaïd en février et de Mohamed Brahmi en juillet 2013, dont les coupables courent toujours, et qui crée un véritable traumatisme dans la société tunisienne. Le contexte sécuritaire connaît une nouvelle dégradation avec les affrontements avec des groupes djihadistes qui se soldent par une trentaine de morts du côté des gendarmes depuis le début de l'année.

Face à cette brutale dégradation de la situation, au rejet de la politique du pouvoir, au risque de chaos, l'ensemble de l'opposition décide de se rassembler au sein du Front du Salut national. Après plusieurs semaines de sitting de la part des députés de l'opposition, de mobilisations populaires, grâce à l'intervention de l'UGTT, de la Ligue des droits de l'Homme, de la Chambre patronale UTICA, et de l'ordre des avocats, une feuille de route est établie, fixant le cadre d'un processus de négociations avec le gouvernement, en vue de la nomination d'un nouveau Premier ministre de consensus.

À ce jour, la négociation n'a pas abouti, Ennahda s'efforçant d'assurer, dans ce cadre, la pérennité de son pouvoir à travers le choix du premier ministre.

L'avenir reste incertain et la Tunisie n'est pas sortie de cette période tourmentée. Les enjeux sont considérables pour elle et son peuple comme pour tout le monde arabe et les démocrates. Que l'acteur premier de cette levée des peuples arabes contre les dictatures puisse construire une société démocratique, un État de droit, face à un régime islamique et des puissances occidentales voulant garder la haute main sur ces pays, serait une avancée considérable pour tous les progressistes.

La solidarité des communistes français leur est acquise, comme l'a rappelé Pierre Laurent lors de son dernier voyage en Tunisie et des rencontres successives avec les parlementaires et responsables communistes.

LE NUCLEAIRE IRANIEN

les véritables enjeux

Les négociations avec l'Iran autour de son supposé armement nucléaire sont en cours. L'élection du nouveau président de la République Hassan Rohani en juin dernier paraît avoir ouvert un nouveau chapitre dans les relations entre la République islamique et les puissances du groupe P5 + 1, qui rassemble les 5 membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et l'Allemagne.

Mi-octobre, le dialogue s'est renoué après une longue interruption et un nouveau cycle de négociations s'est engagé début novembre. Parallèlement, des discussions se tiennent entre les Iraniens et l'AIEA (Agence internationale pour l'énergie atomique), gendarme en matière de prolifération et contrôleur du bon usage de l'énergie nucléaire.

Selon les parties, les discussions sont « *constructives* ». Un accord semblait à portée de main lors de la rencontre des 8 et 9 novembre à Genève entre l'Iran et le groupe 5+1. Mais les Iraniens ont refusé la proposition qui leur a été soumise. Il apparaît que la France a adopté la position la plus dure et intransigeante, exigeant de l'Iran des conditions qui revenaient à nier à ce pays, signataire du Traité de Non prolifération, le droit au nucléaire civil, conditions que celui-ci ne pouvait, de toute évidence, accepter. Le processus n'est pas rompu, mais interrompu. Les négociations doivent reprendre le 20 novembre.

On ne peut que se féliciter du dégel qui permet d'aborder cette question épineuse du risque de prolifération, tout en respectant le droit à l'usage civil de tout État, dans des conditions de transparence et de respect des règles internationales. Seule fausse note à ce tableau, les appels et menaces d'Israël à rejeter ces négociations qui ne sont pour elle que des leurres, se préservant le droit de frapper au cas où sa sécurité, à ses yeux, se trouverait en danger. Appels et menaces que la France, au premier chef, semble avoir entendus et relayés en les faisant siens... La France s'est également illustrée par un suivisme appuyé des positions et demandes, ironiquement similaires à celles d'Israël, de l'Arabie saoudite et du Qatar. Des positions d'alignement qui ne manquent pas de provoquer un certain malaise...

On peut constater par ailleurs qu'une feuille de route a été adoptée le 11 novembre entre l'Iran et l'AIEA, au même moment où les négociations de Genève capotaient. En particulier sur la centrale d'Arak, principal point d'achoppement à Genève car elle représenterait un risque de prolifération... mais

objet d'un accord avec l'AIEA... Les préoccupations prétendument techniques de la France pour s'opposer au fonctionnement de cette centrale ne seraient-elles pas, en réalité, bien davantage d'ordre tactique et militaire, dans la mesure où cette centrale en surface et facile d'accès fait partie des cibles privilégiées d'Israël en cas d'attaque contre l'Iran ? La prolifération est-elle vraiment le problème ?

Parce qu'au-delà de la rhétorique des uns et des autres, qu'est-ce qui véritablement est en jeu avec cette question du nucléaire iranien ? C'est la question majeure de la prolifération d'armes nucléaires dans une région, le Moyen-Orient, où se concentrent les enjeux géo-stratégiques du fait des intérêts des puissances régionales et internationales. Cette région est en effet traversée par des facteurs de crise tels qu'il s'agit de tout faire, en amont, au plan politique, pour désamorcer tout risque de confrontation... Et ceux-ci ne manquent pas. On le voit aujourd'hui avec la Syrie, toujours avec la Palestine, les questions énergétiques, les conflits religieux, et un ensemble de régimes marqués par l'autoritarisme ou le théocratisme.

Jusqu'alors, on a beaucoup parlé, du côté des puissances occidentales, de la menace iranienne. On a, par contre, fait silence sur les 200 à 300 têtes nucléaires détenues par Israël. Dès lors, le double langage fait perdre beaucoup de crédit aux exigences énoncées à l'égard de l'Iran. Toutefois, chacun doit mesurer le risque supplémentaire que ferait courir à la région la possession de l'arme nucléaire par l'Iran. Si cela devait être avéré, aussitôt, des pays comme l'Arabie saoudite, la Turquie ou l'Égypte chercheraient à l'acquiescer.

L'Iran a droit à l'enrichissement de l'uranium à usage civil comme tout État (l'Iran est signataire du Traité de Non prolifération). Ce droit doit lui être reconnu officiellement. L'Iran, comme tout pays qui a signé les conventions de l'AIEA, serait soumis à une surveillance internationale. Restera la question d'Israël qui doit aussi être traitée et intégrée au processus de dénucléarisation. Israël, puissance nucléaire *de facto*, ne devrait-il pas adhérer au Traité de Non prolifération ?

L'Assemblée générale de l'ONU et celle de l'AIEA, ont fait leur le projet de faire du Moyen-Orient une zone dénucléarisée. La France a aussi fait ce choix. Jouer à ce point-là la surenchère à l'encontre de l'Iran ne permet pas d'encourager cette dynamique de dialogue qui s'ouvre.

le nucléaire iranien

Toutefois, nous gardons les yeux ouverts sur l'Iran. Sa population est épuisée par les sanctions. Son régime répressif reste le même et les exécutions et arrestations ne faiblissent pas. Mais la paix dans cette région doit permettre que des évolutions positives voient le jour pour tous ces peuples.

La France, au lieu de freiner, voire de torpiller, tout ce qui va dans le sens du désarmement nucléaire – et ce bien qu'elle se positionne, non sans un certain cynisme, comme le pays garant de la non-prolifération dans le monde –, doit agir dans le sens de tout

ce qui favorise la baisse des tensions, s'accompagnant d'exigences en matière de solutions politiques aux conflits en cours (Syrie, Afghanistan, Iran) et de progrès démocratiques ailleurs, s'appuyant sur un modèle économique et social débarrassé du dogme libéral.

Patrick Margaté
Monde arabe-Iran

Claire Chastain
Paix-désarmement

le PCF en action pour la Paix

À l'évidence, toutes les actions en faveur de la paix et du désarmement vont prendre une nouvelle dimension durant les quatre prochaines années. En effet, le centenaire de la Première Guerre mondiale doit peser sur nos actions. Plus que jamais, le devoir de mémoire doit être présent, ne serait-ce que pour rappeler que la principale victime de cette horreur fût la classe ouvrière dans son ensemble. Des parallèles sont évidents avec les problématiques géostratégiques d'aujourd'hui, avec les horreurs également.

Le prix Nobel de la paix décerné cette année à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) est riche de sens à un moment où l'utilisation de ces armes a été mise sur le devant de la scène en Syrie, armes qui précisément furent utilisées pour la première fois en 1915...

Le PCF est par ailleurs engagé dans des actions importantes, alliant à la fois mémoire et initiatives, à venir et notamment en travaillant à la réussite de l'événement pour la Paix à Sarajevo du 6 au 9 juin 2014. Et avec le journal *l'Humanité*, la célébration de Jean Jaurès fera partie des moments clés de cette année de célébrations.

Autre anniversaire, autre combat : l'approche de la commémoration des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki. Nous participons au collectif ICAN-France (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons). Ce collectif, créé en juin 2009, prend la suite de la campagne française pour le désarmement nucléaire et anime la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires. Une conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, suite à

celle d'Oslo en mars dernier, se tiendra à Mexico en février 2014. Le collectif ICAN-France est partie prenante de cette importante initiative internationale. ICAN-France a également demandé à être reçu par François Hollande pour évoquer la question de la place de la France dans le processus de désarmement nucléaire global.

Il est par ailleurs à noter, et à se féliciter de, l'initiative organisée par nos camarades du Parti communiste israélien en faveur de la paix et dans un contexte particulièrement lourds de menaces au Proche-Orient : les 5 et 6 décembre se tiendra à Haïfa une conférence sur le thème : *Moyen Orient, pour une zone libérée des armes de destruction massives et des armes nucléaires*. Une question primordiale par rapport aux enjeux de la course à l'armement atomique dans cette région et les menaces portées sur l'Iran par rapport à sa politique de nucléaire militaire (voir article ci-dessus). Cette conférence s'appuie notamment sur le démantèlement de l'arsenal d'armes chimiques en Syrie, mais aussi sur l'engagement du président iranien Rohani à coopérer avec la communauté internationale pour promouvoir une zone exempte d'armes nucléaires au Proche-Orient. Il existe un large soutien international, y compris parmi les peuples du Moyen-Orient et les forces progressistes en Israël, pour la mise en œuvre immédiate de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU de mai 2010 pour créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Le Parti communiste français appuie cette initiative et y sera représenté.

Laurent Pagnier



la situation politique en Europe

ÉLÉMENTS D'ÉVALUATION

Dans un contexte d'aggravation de la crise économique et sociale, les résistances populaires restent très importantes contre le caractère de plus en plus autoritaire d'une gouvernance européenne qui tente d'imposer aux peuples un ultralibéralisme exacerbé et de nouveaux reculs de la souveraineté populaire. Les conséquences en sont ravageuses pour les droits des travailleurs et la démocratie. Alors qu'un quart de la population de l'UE est déjà au seuil de la pauvreté, que chômage et précarisation de l'emploi explosent, cette situation risque d'empirer encore si les mesures d'austérité appliquées par les gouvernants européens perduraient et ce alors que l'UE risque de connaître une croissance atone prolongée.

Des mobilisations très importantes perdurent néanmoins, dans les pays les plus touchés par les politiques de la troïka UE-FMI (mémoires d'austérité, accélération de la mise en oeuvre des réformes structurelles de « compétitivité » : baisse des salaires et des prestations sociales, démantèlement de la fonction publique et des systèmes de retraite, de santé et d'éducation, privatisations). D'importantes grèves et manifestations contre cette politique de régression sociale généralisée se tiendront au Portugal, en Espagne et en Grèce, au moment où les budgets mis sous tutelle de Bruxelles seront votés dans les Parlements. En France, une journée intersyndicale d'action est prévue le 26 novembre.

LES ÉLECTIONS EN EUROPE

Des élections se sont tenues dans plusieurs pays européens depuis le début de l'automne (cf. article d'Alain Rouy pour les élections allemandes du 22 septembre).

Au **Portugal**, les élections municipales du 29 septembre ont été marquées par un succès important de la **Coalition démocratique unitaire, intégrée principalement par le Parti communiste portugais** qui, avec 12% (10,6) lors du vote pour les assemblées municipales (34 villes gagnées (28) dont trois capitales de district, Setubal, Beja, Evora); progresse dans tout le pays et se consolide notamment comme la force majoritaire dans l'aire métropolitaine de Lisbonne. Ce résultat traduit l'essor d'un important mouvement populaire visant à mettre en échec le mémorandum UE-FMI soutenu principalement par la droite. Celle-ci, bien que sévèrement battue, prétend aller plus loin encore dans la mise en cause des conquêtes sociales et démocratiques du peuple portugais.

En **République tchèque**, les élections législatives anticipées se sont traduites par une déroute de la droite, sanctionnée pour sa politique d'austérité et de régression sociale ; les difficultés d'un parti social-démocrate (en tête mais en recul) à se propulser comme véritable alternative de changement ; et l'émergence, à un niveau élevé de forces populistes; dans ce contexte, le **Parti communiste de Bohême et Moravie**, avec près de 15% (11,27) et 33 sièges (+7), progresse nettement sur les élections législatives précédentes, en étant porteur de propositions poussant à un profond infléchissement des politiques d'austérité et à une démocratisation des institutions.

Au **Luxembourg**, les élections législatives anticipées du 20 octobre ont également été marquées par un recul de droite et le très bon résultat de **Dei Lenk** (La Gauche) qui obtient, avec près de 5 % et 2 députés, le meilleur résultat de son histoire.

Au plan politique, les élections qui se sont tenues dans un certain nombre de pays européens traduisent aussi le rejet populaire de cette Europe du Capital, de ces politiques et de gouvernants de moins en moins légitimés, sans qu'apparaisse encore – tant s'en faut – une perspective alternative de progrès social et démocratique. Au contraire, désenchantement, désespérance sociale, peur de l'avenir, non participation aux élections, marquent l'actuel moment politique ; avec les risques que le rejet de cette Europe conduise à des replis identitaires marqués du sceau de l'ultranationalisme, du racisme de la xénophobie et à l'avancée de forces populistes et de la droite extrême.

Les dernières élections et les enquêtes d'opinion montrent que la droite au pouvoir, seule (Portugal, République tchèque, Espagne, Grande-Bretagne, Suède) ou coalisée avec la social-démocratie (Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Autriche, Finlande, Belgique) est presque partout en échec. Elle ne l'emporte qu'en Allemagne où Angela Merkel tente de renforcer – quelle que soit l'issue des négociations en cours avec le SPD – les conditions « austéritaires » drastiques imposées à toute l'Europe. La droite garde néanmoins des positions fortes en Pologne, en Hongrie et dans les Pays baltes (sauf en Lettonie) et n'est revenue au pouvoir à Chypre que dans les conditions particulières d'une élection présidentielle.

Les partis socialistes et sociaux démocrates traversent une période extrêmement difficile. Ils sont en échec ou en difficulté, là où ils gouvernent (comme en France et au Danemark, en coalition avec les Verts ou avec le soutien d'autres forces de gauche), et ont du mal dans l'opposition (Allemagne, Suède, Portugal,



éléments d'évaluation

Espagne, Grande-Bretagne) ou revenus au pouvoir (République tchèque, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, Slovénie, Croatie, Malte) à représenter une alternative de rupture crédible avec les politiques régressives inscrites dans les traités européens actuels. Ils ont ratifié le pacte budgétaire européen avec les injonctions à une réduction drastique des dépenses publiques, et soutenu notamment les mémorandums UE-FMI imposés en Grèce, au Portugal, en Irlande et à Chypre.

Dans ce contexte, la gauche d'alternative progressiste, présente notamment au sein du Parti de la gauche européenne et du GUE-GVN au Parlement européen, progresse, certes inégalement, suivant les pays. Progression significative en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Irlande, en République tchèque, au Danemark, voire au Luxembourg et en Lettonie ; consolidation en Allemagne et en France ; important potentiel de résistance à Chypre, et dans d'autres pays comme la Belgique, le Royaume-Uni, la Suède,

les Pays-Bas, la Finlande ou l'Italie bien que la situation dans ce dernier pays soit beaucoup plus difficile. Cette gauche doit ainsi faire face à d'importants défis : à la fois tenter de peser suffisamment comme force motrice de changements progressistes majoritaires en contribuant à impulser – dans chaque pays et à l'échelle européenne – les résistances, les fronts et rassemblements les plus larges possibles contre les politiques d'austérité et de régression sociale, tout en convergeant sur un projet porteur de profondes ruptures avec les politiques néolibérales et atlantistes des traités actuels de l'UE, un projet porteur de progrès social, économique et écologique et d'une profonde régénérescence démocratique.

Nul doute que les élections européennes de mai prochain seront un moment important pour relever l'important défi de cette refondation de la construction européenne.

José Cordon
Europe

SUGGESTION THÉÂTRE

L'Autre rive

au théâtre Darius Milhaud du 2 nov au 15 déc 2013

Cette histoire prend place sur le port d'Alger au cœur de la décennie noire. Une histoire d'amour qui se heurte frontalement à une société conservatrice et aux événements tragiques qui la traversent.

Kaïss, jeune algérois diplômé de science politique mais chômeur comme tant d'autres de ses camarades, a perdu sa mère dans un attentat et travaille avec son père Kaïssar qui est un pur produit de la petite bourgeoisie algéroise, il est impulsif et autoritaire.

Kaïss est marqué par tout ce qu'il se passe dans son pays et tente d'échapper à son quotidien qu'il refuse. Il rêve d'une autre vie et songe à partir en Europe. Son meilleur ami Mouha, est un jeune chômeur « un teneur de mur » qui vit dans les hauteurs du port dans la casbah et passe la plupart de son temps, à regarder les bateaux partir du port et à rêver de départ tout comme son ami.

Kaïss est amoureux de Foula qui vit avec sa mère Yasmine, elle a perdu son père dans un faux barrage et passe son Bac. Elle est aussi éprise secrètement de Kaïss. Sa mère tient un Kiosque à journaux proche du café. Ils sont originaires de la province comme beaucoup d'habitants de la capitale.

Le meilleur ami de Kaïssar est Badiss, un commerçant âgé et aisé qui a des vues sur Foula. Il se fait passer pour un homme intègre et pieux qui va tous les jours à la mosquée, mais est en réalité un fourbe qui ne pense qu'à l'argent. Il est veuf depuis 10 ans et sans enfant.

Tout ce petit monde vit au gré d'événements tragiques qui se déroulent tous les jours en attendant inlassablement des jours meilleurs.

<http://lautrevelapiece.wordpress.com/>

le billet de Gérard Streiff

les affaires, c'est compliqué

Justin Welby, archevêque de Canterbury et primat de l'église anglicane, eut, cet été, une bonne idée : concurrencer la société Wonga, le n°1 des prêts (sur salaire) à court terme en Grande-Bretagne, en créant sa propre coopérative de crédit à but non lucratif.

Sus aux spéculateurs, tonnait le dignitaire, fustigeant ces crapules de Wonga qui pratiquaient, très légalement, des taux d'usure, le mot est faible puisqu'on parle de 5853 % en taux d'intérêt annuel !

Las ! On signala vite à l'archevêque que l'Eglise anglicane était liée à Wonga. Son fonds de pension y a en effet investi près de 100 000 euros.

L'archevêque, « furieux et très embarrassé », dit-on, aurait laisser entendre que « le monde des affaires est extrêmement complexe ».

Amen.

MONDE ARABE

Syrie

Rencontre avec **Samir Aïta du Forum démocratique syrien**, avec Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté pour le PCF, le 4 octobre.

Le 8 octobre, s'est tenu un **débat à Choisy**, organisé par le groupe Front de gauche du Conseil général du Val de Marne : **Quelle connerie la guerre**, avec Patrick Margaté pour le PCF et Nils Andersson.

Rencontre avec **Haytham Manna du Comité de coordination pour le changement démocratique en Syrie**, avec Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté pour le PCF, le 10 octobre.

Rencontre avec **Michel Kilo de la Coalition nationale syrienne**, avec Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté pour le PCF, le 17 octobre.

Tunisie

Le 19 octobre, s'est tenu le **meeting de solidarité avec le peuple tunisien organisé par Al Massar à Saint-Denis**, avec la participation de Lydia Samarbakhsh pour le PCF.

Le 24 octobre, **journée de travail sur les libertés en Tunisie avec Michelle Demessine, sénatrice et Jacques Fath, organisée par des associations de droits de l'Homme tunisiennes**.

Le 28 octobre, a eu lieu un **dîner-rencontre au Sénat avec Basma Khalfaoui**, militante des droits humains et veuve de Chokri Belaïd, Michelle Demessine et Pierre Laurent.

Marie-Christine Vergiat, députée européenne Front de gauche du groupe GUE/NGL, a participé le 8 novembre à Tunis, à l'**initiative citoyenne organisée par RAID-ATTAC Tunisie, contre la dette et pour un audit des créances européennes**.

Maroc

Le 29 octobre, Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté ont participé au rassemblement à la Brasserie Lipp pour le **48^e anniversaire de l'enlèvement et de l'assassinat de Mehdi Ben Barka**.

Liban

Rencontre de Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté avec **Marie Debs, secrétaire générale adjointe du PCL, chargée des relations internationales**, le 12 novembre.

AMÉRIQUE LATINE

21-22 septembre : participation d'Obey Ament aux séminaires organisés dans le cadre de la **Fête du PCE** pour commémorer les 40 ans du coup d'État au Chili.

Intervention d'Obey Ament au meeting de la fête du PCE en tant que coordinateur du Groupe de travail Amérique latine et Caraïbes du PGE.

4 octobre : Obey Ament a participé à la **Convention européenne des militants du Parti communiste colombien à Bruxelles**.

11 octobre : Obey Ament a participé à l'**Assemblée du Pôle démocratique alternatif de Colombie en Europe**.

5 octobre : Participation d'Obey Ament à la **Conférence Chili : Mémoires et Résistances. 6 heures pour le Chili et l'Amérique latine**, organisée par le Mouvement de la Paix et les organisations du *Collectif savoyard* à Chambéry.

14 octobre : Laurence Cohen, sénatrice PCF, a rencontré au Sénat **Edy Benavides président du Front de défense des intérêts environnementaux et des droits de l'Homme de Hualgayoc-Bambamarca (Perou)** dans le cadre de la campagne contre la destruction des lacs de Cajamarca par les transnationales minières.

24 octobre : Pierre Laurent a rencontré l'**ambassadeur d'Équateur Carlos Jativa** au siège du PCF. Obey Ament a participé à cette rencontre.

25 octobre : Obey Ament a participé au **Groupe de travail Amérique latine-Caraïbes du PGE à Bruxelles**. Rencontre avec **Mirtha M. Hormilla Castro, ambassadrice de Cuba à Bruxelles**.

28 octobre : participation d'Obey Ament à la **présentation du rapport Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique** par l'ambassadrice de Cuba devant l'**UNESCO Angeles Flores Prida**.

4 novembre : Laurence Cohen, sénatrice PCF, a reçu au Sénat **Kelly Monfort et Erivan Hularios, membres de la direction du Mouvement des Sans-terre du Brésil**. Obey Ament participait à cette rencontre.

5 novembre : Obey Ament a participé à la **conférence de Maria Fernanda Espinosa, ministre de la Défense de l'Équateur, à l'Institut de relations internationales et stratégiques**.

6 novembre : Obey Ament a assisté à la **Conférence magistrale du président de l'Équateur Rafael Correa à la Sorbonne**.

7 novembre : **Pierre Laurent a salué le président de l'Équateur Rafael Correa lors de la présentation de son livre, De la République bananière à la Non-république**, organisée par les éditions Utopia. Obey Ament a participé à cette conférence.

7 novembre : Pierre Laurent a participé à la **soirée pour la commémoration des 40 ans du coup d'État au Chili au siège du PCF** avec la participation d'**Olivier Compagnon, professeur à l'Institut de Hauts études de l'Amérique latine**. Le groupe **Bicykleta** a participé à la soirée avec un hommage musical à Victor Jara.

EUROPE

Le 6 octobre à Paris, un **débat sur la convergence des luttes sociales et anti-fascistes s'est tenu, à l'initiative de Syriza-Paris**. Mélanie Tsagouris y a participé pour le PCF.

Le 16 octobre à Bruxelles, s'est tenue la **rencontre « Contre la guerre et l'intervention au Moyen-Orient » à l'initiative de AKEL (Chypre)**, avec la participation de Lydia Samarbakhsh, Patrick Margaté et José Cordon pour le PCF.

Du 8 au 10 novembre à Lisbonne, a eu lieu la **15^e Rencontre internationale des partis communistes et ouvriers**. Participation de Gilles Garnier et José Cordon pour le PCF.

Du 15 au 17 novembre à Madrid, s'est tenu le **Congrès du Parti communiste d'Espagne**. Participation de Marie-Pierre Vieu pour le PCF.

Le 29 septembre, à l'occasion des **élections municipales au Portugal**, Pierre Laurent a adressé un message au Parti communiste portugais.

Le 20 octobre, pour les **élections législatives au Luxembourg**, un message de Gilles Garnier au nom du PCF a été envoyé.

Les 25-26 octobre, lors des **élections législatives en République tchèque**, un message de Pierre Laurent a été adressé au Parti communiste de Bohême et Moravie.

Grèce

« **ERT: le gouvernement Samaras commet un nouvel acte contre la démocratie ERT** », message Gilles Garnier pour le PCF.

Rassemblement de solidarité à Paris sur le parvis des droits de l'Homme, le 10 novembre.

KURDISTAN

Colloque à l'Assemblée nationale : *Regards croisés : terri-toires et peuple kurde, quel avenir ?*, sous le haut parrainage du député François Asensi, à l'initiative de la Coordination nationale Solidarité Kurdistan, mercredi 13 novembre de 15h30 à 19h30.

Avec les interventions notamment de Sélahattin Démirtas, co-président du BDP et Asli Muslim, co-président du PYD, de Joël Dutto, coordinateur de la CNSK, Mehmet Ulker, président de la Fédération des associations kurdes de France, Pascal Torre et Sylvie Jan pour l'association France-Kurdistan.

Ont participé à ce colloque pour le PCF Lydia Samarbakhsh et José Cordon.

ASIE

Le 22 octobre 2013 une délégation du PCF, conduite par Pierre Laurent, entouré de Philippe Rio, maire de Grigny, de Paul Fromonteil et Pierre Marcie, collaborateurs du secteur international, a rencontré le camarade **Choummaly Sayasone, secrétaire général du Parti communiste du Laos et président de la République populaire lao**, accompagné de plusieurs haut responsables, à l'occasion de sa visite officielle de trois jours en France. Choummaly Sayasone a présenté les grandes lignes de la politique internationale de son parti, responsable des destins de son pays depuis 1975, après la fin de la seconde guerre d'Indochine, celle menée de manière si violente par les États-Unis : une participation active aux grands projets régionaux de développement conduits en coopération avec les autres membres de l'ASEAN, dans tous les domaines et particulièrement en matière hydroélectrique, ferroviaire, touristique et culturel.

La préparation du 10ème Congrès du PRPL qui se tiendra en 2016 va être ouverte par un débat avec l'ensemble de la population.

Choummaly Sayasone a souligné la volonté d'ouverture de son pays en recherche de coopérations équilibrées pour contribuer au développement des capacités productives et des compétences culturelles pour son propre peuple. Il a évoqué les liens presque charnels avec la France, (l'apprentissage de la langue française n'étant-il pas obligatoire dès l'école primaire). Il a également fait part de ses rencontres – notamment avec François Hollande et Madame le ministre en charge de la Francophonie. Il a réitéré l'intérêt pour les deux pays du resserrement des liens entre la France et le Laos. Choummaly Sayasone a rappelé avec émotion le soutien indéfectible des communistes français durant les longues années de guerre pour l'indépendance et la reconquête de la dignité nationale. Pierre Laurent et notre camarade laotien ont enfin convenu de la nécessité pour nous de démultiplier dans tous les domaines les initiatives de coopération entre nos deux partis. Une série de propositions a été faite pour la réalisation des objectifs communs et accroître nos relations.

P. Marcie et P. Fromonteil

AFRIQUE

Le **collectif Afrique** s'est réuni le 22 octobre. Sylvie Jan, animatrice du collectif, a souhaité passer le relais afin de pouvoir se consacrer à ses multiples engagements en faveur de la cause kurde. Sylvie Jan, en responsabilité depuis 3 ans, aura développé le collectif et son activité, renforcé les relations avec de nombreuses organisations africaines. Un travail et un engagement appréciés et reconnus.

C'est dorénavant Dominique Josse qui est en charge du collectif Afrique du PCF. Ancien responsable des questions internationales au MJCF, il est aujourd'hui membre de la direction de la Fédération de la Marne. Il est attaché politique au groupe communiste du Conseil régional de Champagne-Ardenne. Son adresse mail : djosse@international.pcf.fr

Soudan

Rencontre, le 8 novembre, avec une **délégation de haut niveau du Front révolutionnaire du Soudan, composée de Malek Agar, président du Sudan Revolutionary Front (SRF) et dirigeant du Sudan Peoples Liberation Movement/North (SPLM/N), Abdelwahid Nour, vice-président du SRF et président du SLM Darfour, Eltoum Hajou, vice-président du SRF et représentant du DUP.** Étaient présents pour le collectif Afrique du PCF, Dominique Josse, Daniel Feurtet, Olivier Fondriest.

La rencontre a permis d'avoir un échange de vues sur la situation au Soudan qui a connu en septembre une vague de contestation sociale durement réprimée. L'aggravation de la crise économique avec la sécession du Sud-Soudan et l'ajustement structurel imposé par le FMI favorise une montée des contestations. Le régime d'Omar El Béchir est à bout de souffle. Il poursuit le bombardement des populations civiles au Darfour, au Nil Bleu ou au Sud-Kordofan, sans qu'aucune information ne sorte des frontières. Dans ces conditions, les représentants de cette coalition très diverse sur le plan politique, des mouvements armés et de l'opposition soudanaise du SRF ont engagé une tournée diplomatique en France et en Europe. Ils plaident en faveur d'un changement de régime à Khartoum. Ils souhaitent particulièrement que la France s'engage au Conseil de sécurité en faveur d'une nouvelle définition, d'interposition, de la mission des Nations unies dont le mandat est renouvelé à la fin de l'année. Leur objectif est d'empêcher que cette force soit utilisée au service du maintien du régime. Ils veulent qu'elle puisse assurer la protection des populations victimes de la répression sanglante d'Omar El Béchir, qui est rappelons-le sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale.

Tchad

Communiqué commun avec le Collectif de solidarité avec les luttes sociales et politiques : « Combien de temps la population restera-t-elle otage du pire dictateur de la Françafrique ? » à lire sur www.electionsafrique.org

Communiqué de presse du PCF pour la **libération des otages au Niger** : <http://www.pcf.fr/45856>

Communiqué de presse du PCF après l'**assassinat journalistes RFI** : <http://www.pcf.fr/45988>

SUR LA QUESTION MIGRATOIRE

la gauche doit cesser d'être sur le terrain de la droite

Les politiques sécuritaires pour se protéger « de l'invasion » ont construit une « Europe forteresse » fermée aux migrants (accords de Schengen, Dublin II, dispositifs Frontex et Eurosur), alors que les migrations s'inscrivent dans la dynamique de construction des sociétés humaines.

En Europe, il s'agit d'une longue histoire faite de mouvements de population, parfois brutaux, qui ont laissé des traces politiques et culturelles. Les peuples européens ont su dépasser ces conflits en s'appuyant sur les valeurs de démocratie, des droits de l'Homme ; ces valeurs universelles constituent le socle de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 qui affirme en son article 13 : « toute personne a le droit de circuler librement, de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État, toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ».

Aujourd'hui, 20,2 millions de ressortissants de pays tiers vivent sur le territoire de l'UE, dont la population totale est d'environ 500 millions d'habitants. Les migrants non communautaires représentent donc environ 4 % de la population européenne. (13,5 % d'étrangers aux États-Unis et 21,3 % au Canada). Nous sommes loin de l'immigration invasion mais, en période de crise, l'immigré est le bouc émissaire rêvé de nos difficultés.

La gauche, sur la question migratoire, doit cesser d'être sur le terrain de la droite. La contre-offensive passe par :

- la lutte contre le racisme, les divisions, les idées fausses pour façonner une nouvelle pensée solidaire et reconstruire l'unité du peuple ;
- le langage de la vérité qui ne consiste pas à énoncer ce que l'opinion veut entendre.

La vérité, c'est avoir le courage de dire : le repli sur soi ne mène à rien, l'Europe a besoin d'immigration pour pallier le vieillissement de sa population, l'Europe a besoin d'immigration pour dynamiser son marché du travail, alors que l'Europe gaspille des milliards à traquer et expulser les migrants, qu'elle se décrédibilise en portant atteinte aux droits fondamentaux, en livrant au marché noir une main-d'œuvre taillable et corvéable.

Oui, des politiques de solidarité sont nécessaires, d'abord entre les États-membres, mais aussi vis-à-vis des pays tiers d'où ces populations viennent ou par lesquelles elles transitent.

La seule réponse raisonnable : la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous, ressortissants de l'Union ou pas, dans toute l'Union européenne. Cela suppose d'en finir avec les dispositifs de type Frontex. Il est essentiel d'engager avec les pays d'origine des migrants de nouvelles coopérations dans lesquelles le respect des droits et des libertés fondamentales serait le préalable à toute législation concernant les flux migratoires, de promouvoir un nouveau type de développement (souveraineté alimentaire, contrôle et taxation des capitaux, annulation de la dette) dans les pays d'émigration, leur permettant de se développer pour conserver, dans leur région d'origine, les populations pour lesquelles émigrer est d'abord un choix contraint.

Nous voulons des politiques respectueuses des droits de l'Homme, le droit à l'éducation, à la santé, au travail, le droit de vivre en famille.

Celles et ceux qui travaillent ici doivent être régulés, les expulsions d'enfants scolarisés doivent cesser.

Il faut contraindre les États-membres à remplir leurs obligations internationales en matière de sauvetage en mer et de droit d'asile, mais aussi en menant campagne pour qu'ils signent enfin la convention de l'ONU sur les travailleurs migrants. À ce jour, aucun État de l'UE ne l'a fait.

Le droit d'asile doit être réaffirmé : les demandeurs doivent pouvoir choisir le ou les pays dans lesquels ils veulent demander l'asile, l'autorisation de travailler doit leur être accordée dès leur arrivée.

Enfin, ce qui est possible en matière de droit de vote aux élections locales et européennes pour les ressortissants de l'Union, quel que soit le pays où ils se trouvent, doit être possible à toutes les élections pour tous les étrangers résidant et vivant de leur travail en Europe.

Fabienne Haloui
responsable *Migrations, droits et libertés* du PCF

POLITIQUES MIGRATOIRES DE L'UE¹ après le dernier drame de Lampedusa

Plus de 350 migrants, essentiellement érythréens, ont perdu la vie à 600 mètres des côtes italiennes. L'ampleur de ce drame a provoqué émotion et indignation. Les politiques migratoires de l'Union européenne ont été pointées du doigt. Depuis 15 ans, l'UE s'est effectivement transformée en forteresse et, à force de contrôles et de fermeture de ses frontières, elle pousse les migrants à prendre de plus en plus de risques, transformant la Méditerranée en cimetière marin.

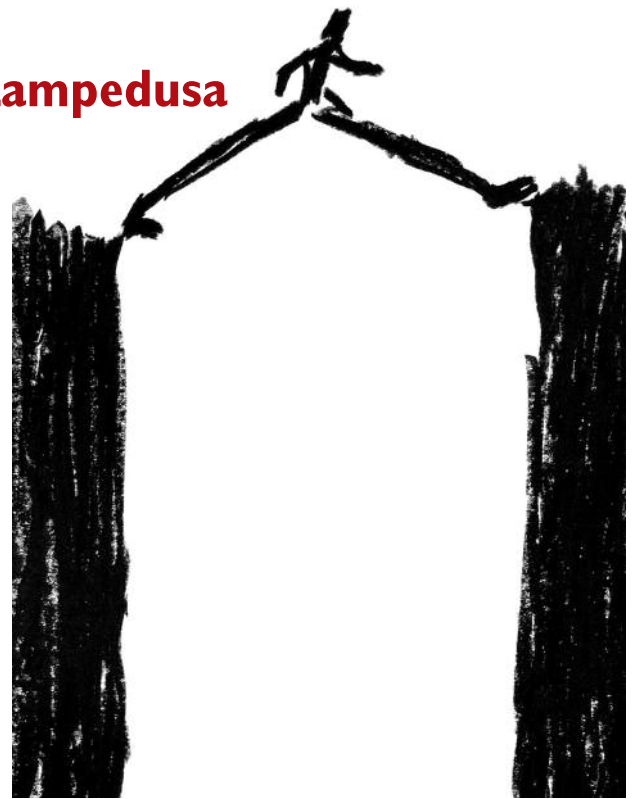
Mais l'UE n'est pas seule en cause, car ce sont les États-membres, et notamment certains d'entre eux, qui poussent dans cette logique inefficace, coûteuse et mortifère. Ainsi nombre de morts auraient pu être évités à Lampedusa si la loi italienne n'exposait pas les sauveteurs à des sanctions pénales pour aide à l'immigration illégale.

De même, l'Agence européenne Frontex est à juste titre mise en cause, mais on oublie de dire que sa mission est, certes, de « surveiller » les frontières (et elle est dotée en ce domaine de moyens de plus en plus hallucinants), mais surtout de coordonner l'action des États-membres qui restent seuls responsables de leurs frontières. Subsidiarité oblige...

Les politiques migratoires de l'UE bafouent de plus en plus ouvertement les droits de l'Homme comme vient encore de le pointer un récent rapport de l'ONU². Elle respecte de moins en moins ses obligations internationales en matière de sauvetage en mer tout comme en matière de droit d'asile. Les migrants sont quasi systématiquement refoulés vers des pays tiers sans tenir compte de leurs statuts.

Les pays limitrophes de l'UE sont transformés en gendarmes de l'UE et pire, les aides à ces pays sont conditionnées à la réadmission de leurs ressortissants et de tous ceux et de toutes celles qui y ont transité et peu importe la façon dont les personnes ainsi refoulés sont traités dans ces pays. On se souvient de l'accord entre l'Italie et la Libye de Kadhafi, mais ce type d'accord fait florès tant au niveau de l'UE que de ses États-membres.

Il en va de même au sein de l'UE où, en raison du mécanisme de Dublin, les migrants sont systématiquement renvoyés vers le pays dit entrant, c'est-à-dire celui par lequel les migrants sont arrivés sur le territoire de l'Union. Cela met une pression supplémentaire sur les pays du Sud et notamment Chypre, Malte,



l'Italie, l'Espagne et surtout la Grèce qui n'ont pourtant pas vraiment besoin de cela.

Les migrants sont des boucs émissaires faciles pour masquer l'incurie des gouvernements européens en matière économique et sociale. Des discours de plus en plus ouvertement xénophobes alimentent les haines à l'égard de tous ceux et toutes celles qui seraient « différents », y compris ceux et celles qui vivent ici depuis plusieurs générations et ont acquis la nationalité d'États-membres de l'UE.

Mettre en cause des droits aussi fondamentaux et universellement reconnus que le droit à l'éducation ou le droit de vivre en famille, comme vient de le faire le gouvernement français avec Khatchik et Léonarda, au mépris de la Convention internationale des droits de l'enfant que la France a pourtant ratifiée, c'est mettre le doigt dans un engrenage. Et il faut dénoncer le fait qu'aucun État-membre de l'UE n'a ratifié la convention de l'ONU sur les travailleurs migrants. Tout un symbole au moment où l'UE crée des statuts à géométrie variable pour les migrants vivant sur son territoire avec une vision de plus en plus utilitariste, comme en témoigne le statut des travailleurs saisonniers en cours d'examen.

Alors oui, en ce domaine, comme dans d'autres, des politiques alternatives sont possibles, basées sur la solidarité et se préoccupant d'abord de la situation des individus. Ces questions doivent être un enjeu majeur des prochaines élections européennes.

Marie-Christine Vergiat
députée européenne GUE/NGL

1. Pour des développements plus complets, voir l'article intitulé « La gauche européenne et l'immigration un défi majeur pour une autre vision de l'Union européenne » à paraître dans le prochain numéro de la revue *Transform!*

2. Rapport du rapporteur spécial sur les droits de l'Homme des migrants, François Crépeau. A/HRC/23/46. 24 avril 2013

rappports parlementaires

le Sénat, sous la responsabilité de Michel Billout, a publié le 6 décembre 2012 un rapport d'information (N°199) sur *L'intégration des Roms : un défi pour l'Union européenne et ses États-membres*

À la lecture de celui-ci, on est tout de suite interpellé, lorsque l'on prend connaissance de l'histoire de ces populations, par l'immensité des préjugés qui existent à leur égard dans l'opinion publique ; mais aussi par les écarts entre les écrits et les actes du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne, du gouvernement français et la réalité vécue par ces populations sur le continent et en France.

Par exemple, on peut lire page 11 : « les populations roms sont donc très diverses : elles se sont nourries au fil des migrations d'influences culturelles multiples. C'est une nouvelle fois la démonstration de leur importante capacité d'intégration, contrairement aux idées reçues et largement répandues ».

Cette connaissance de l'histoire de la population met à mal les propos terribles prononcés récemment par le ministre de l'Intérieur.

En poursuivant la lecture de ce rapport de 98 pages, l'on arrive sur ce qui est appelé la déclaration de Strasbourg (p. 30) adoptée le 20.10.2010, « au sein de

laquelle les acteurs se sont engagés sur trois séries de principes : la non-discrimination, la citoyenneté, les droits des femmes et des enfants ; l'inclusion sociale, notamment en matière d'éducation, de logement et de soins de santé ; et l'autonomisation, comme l'amélioration de l'accès à la justice ».

Nous sommes en droit de nous demander pourquoi de telles décisions ne sont pas appliquées par les États-membres. Le rapporteur insiste beaucoup sur ces « écarts », car ils posent aussi la crédibilité de la politique et de leurs auteurs.

Tout le rapport est traversé, en fait, par deux idées politiques indissociables : établir des coopérations durables évaluables pour améliorer tous les droits dans les pays d'origine et appliquer le droit commun dans les pays d'accueil : c'est la décision humaine.

Le sénateur communiste ouvre son rapport par une citation de Vaclav Havel, ancien président de la République tchèque : « La conduite à l'égard des Roms sera le test décisif de la démocratie ». Bien entendu, il parlait pour son pays, mais n'est-ce pas aussi une réflexion en l'état actuel des choix de notre gouvernement ?

En fait, sur ce sujet, comme pour tout ce qui touche à l'immigration dans notre projet pour un communisme de nouvelle génération, c'est la réalisation de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme : art. 13-1 : « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État », et art. 13-2 : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ».

Dans le débat politique d'aujourd'hui, c'est un rapport à lire et à faire lire.

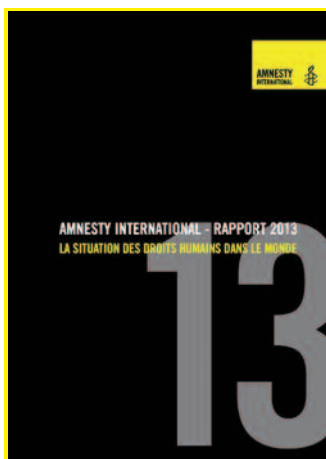
Daniel Feurtet

Patrick Le Hyaric, député européen du groupe GUE/NGL, a publié en décembre 2011 un rapport sur les migrations en Méditerranée, dans le cadre des discussions sur l'Union pour la Méditerranée.

<http://fr.calameo.com/read/00013501592c489dac1c6>

voir également le blog de Patrick Le Hyaric à ce sujet

<http://patrick-le-hyaric.fr/rapport-immigration-et-integration-adopte>



Nous avons eu l'honneur de recevoir au siège du PCF, pour la 4^e année consécutive, **Madame Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France.**

Elle est venue le 25 octobre dernier pour présenter le rapport annuel 2013 d'Amnesty International, et a particulièrement insisté sur les questions des droits des migrant-e-s, des réfugié-e-s, des déplacé-e-s, du droit d'asile, en France, en Europe, en Méditerranée ; questions qui constituent le thème principal du rapport de cette année.

Au regard de l'actualité, des drames à répétition en Méditerranée, en particulier le naufrage de Lampedusa survenu quelques jours auparavant, des expulsions de jeunes scolarisés en France (Leonarda, Khatchik), des attaques contre les popula-

tions Roms, cette audition était d'une importance et d'un intérêt particuliers.

Geneviève Garrigos a lié ces questions migratoires, prises sous l'angle du droit international des droits humains, notamment à la crise syrienne et ses conséquences, car la guerre a provoqué des déplacements de population de près de 50% de la population totale du pays ; à la Grèce, la Turquie, le Sinaï, Israël et la Palestine... Elle a évoqué aussi le cas de la Colombie qui détient, après plus de 40 ans de conflit armé interne, le record mondial du nombre de déplacés.

François Auguste, responsable PCF des liens avec les organisations non-gouvernementales et les associations, a présidé cette audition.

